22 novembre 1996, Montréal

Allocution à l'occasion de la relance de Montréal

Je suis heureux d'être ici pour vous parler de ce que nous pouvons et devons faire ensemble pour relancer Montréal. Quand je dis « nous », je veux dire le gouvernement du Canada, le gouvernement du Québec, l'administration municipale, le secteur privé, ainsi que tous les autres citoyens du reste du pays.

Nous avons tous un rôle particulier à jouer et nous devons travailler ensemble dans un esprit de coopération. Et comme gouvernements, nous devons mettre de côté les considérations partisans et prendre des décisions dans le meilleur intérêt des citoyens que nous servons. Ville-Marie devenue Montréal a été la première ville du Canada. Pendant longtemps, elle a été notre plus grande ville. Son économie, ses services financiers et ses industries manufacturières représentaient la locomotive de l'économie du Québec et de tout le Canada.

Au Canada comme à l'étranger, Montréal a toujours été un symbole. Un lieu où l'on parle deux langues, où se croisent de nombreuses cultures et où tout le monde travaille et vit ensemble. Montréal, c'était l'espoir et la confiance de ce que nous pouvons être ensemble. Aujourd'hui, toutefois, Montréal est en difficulté. Il y a trop de chômage et trop de pauvreté. Et quand Montréal souffre, c'est tout le Québec et tout le Canada qui souffrent également. Que nous soyons de Shawinigan ou de Chicoutimi, de Halifax ou de Vancouver, nous faisons tous partie de la même famille. Le temps est venu pour tous, où que nous vivions au Canada, de dire que « nous sommes tous des Montréalais ». Nous avons tous l'obligation de travailler fort ensemble pour que Montréal redevienne une ville dynamique en pleine expansion et un foyer de la haute technologie.

Ce ne sera pas facile, il faudra fournir un effort exceptionnel. Quant à moi, je suis un optimiste. Montréal a tellement d'avantages qui jouent en sa faveur. À force de travail dans un esprit de coopération, nous pouvons la remettre sur pieds. Ensemble, nous pouvons réussir. En fait, nous n'avons pas le choix, nous devons réussir. Pour y arriver, voyons d'abord ce que le gouvernement fédéral fait pour créer un climat d'investissement favorable à la création d'emplois, à la croissance économique et à une économie dynamique axée sur le savoir et les industries de haute technologie du XXI^e siècle.

Quand nous avons formé le gouvernement il y a trois ans, la situation financière du Canada se détériorait rapidement. Nous savions que si nous ne prenions pas les mesures nécessaires pour restaurer la santé financière du pays, rien, absolument rien de ce que nous pourrions faire pour stimuler la croissance de l'emploi, ou encore préserver nos programmes sociaux, ne pourrait donner de résultats. Nous savions que pour assainir les finances de l'État, il fallait absolument favoriser un climat propice à la baisse des taux d'intérêt. Pour y parvenir, le gouvernement devait absolument redonner confiance aux marchés en ses politiques budgétaires. Nous savions qu'il fallait oser et prendre des décisions difficiles.

C'est ce que nous avons fait. L'année précédant notre arrivée au gouvernement, le Canada affichait le pire bilan des pays du G-7 en termes de besoins d'emprunt, exception faite de l'Italie. À ce chapitre, notre santé financière sera la meilleure du G-7 en

1997. Notre gouvernement a remis de l'ordre dans les finances publiques. Nous avons réduit les dépenses sans augmenter l'impôt des particuliers et nous avons préservé notre filet de sécurité sociale.

En 1998-1999, le gouvernement fédéral n'aura plus à emprunter sur les marchés. Ses nouveaux besoins d'emprunt seront éliminés. Ils seront à zéro. L'OCDE mesure les déficits d'après les comptes nationaux ou les besoins d'emprunt. D'après ce critère le même qui s'applique aux États-Unis, en France, en Allemagne, en Grande-Bretagne et en Italie notre budget de 1998-1999 sera équilibré. Qu'est-ce que ça veut dire pour les investisseurs que nos finances publiques soient saines? Qu'est-ce que ça veut dire pour les Montréalais?

Ça veut dire les plus bas taux d'intérêt au Canada depuis près de 40 ans. Les taux d'intérêt à court terme ont chuté de 4,75 points depuis le début de l'année dernière. Au début de 1995, les taux d'intérêt au Canada étaient de presque 2,5 points supérieurs aux taux américains. Aujourd'hui, ils sont inférieurs à ceux-ci de 1,75 point. Les taux d'intérêt canadiens de zéro à cinq ans sont maintenant inférieurs aux taux américains, et hier, pour la première fois depuis plus d'une décennie, les taux canadiens d'une durée de dix ans sont tombés sous les taux américains. Et, à 5,25% le taux préférentiel était de trois points inférieur au taux américain.

Concrètement, une personne qui négocie une hypothèque sur cinq ans de 100 000 dollars au taux actuel de 7,40 % paiera en moyenne, au cours des cinq ans, près de 7 000 dollars de moins par année en frais d'intérêt qu'une autre personne qui aurait négocié une hypothèque semblable il y a six ans, alors que le taux sur cinq ans s'élevait à 14,25 %. Remettre de l'ordre dans ses finances signifie aussi que le service de la dette coûte moins cher aux provinces. Le Québec à lui seul a pu économiser 625 000 000 \$ en intérêt sur sa dette entre janvier 1995 et juin 1996 parce que le Canada a mis de l'ordre dans les finances publiques. C'est autant d'argent rendu disponible pour les soins de santé, l'éducation ou d'autres services essentiels.

L'assainissement des finances du Canada favorise un climat propice à l'investissement. De faibles taux d'intérêt et d'inflation devraient encourager les investisseurs à créer des emplois, et les rassurer quant au rendement du capital investi. Nous devons tous dès maintenant commencer à tirer parti du succès des mesures budgétaires prises par le gouvernement. Et je suis sûr que comme citoyens de ce pays, de cette province et de cette ville, nous le ferons.

Remettre en bon état les finances publiques du Canada, constitue une importante contribution du gouvernement fédéral à l'assainissement du climat d'investissement à Montréal. Je profite d'ailleurs de l'occasion pour remercier deux de mes ministres du Québec sans qui cela n'aurait tout simplement pas été possible. Paul Martin, dont il ne se passe pratiquement pas un jour sans que quelqu'un, partout au pays et à l'étranger, me dise que j'ai eu la main heureuse en le nommant ministre des Finances. Et Marcel Massé qui a dirigé l'Examen des programmes pour permettre au gouvernement d'établir ses priorités tout en maîtrisant ses dépenses.

Peut-il y avoir meilleure démonstration de l'influence positive à Ottawa de puissants Québécois? Peut-il y avoir meilleure démonstration du rôle que les Québécois peuvent jouer

dans le développement de tout le Canada? Assainir les finances publiques était un préalable essentiel à la relance de l'économie de Montréal, mais cela ne suffit pas en soi.

Répartir efficacement les responsabilités des différents ordres de gouvernement est également une composante essentielle du cadre global qui favorise la création d'emplois et la croissance économique. Là encore, nous avons pris des mesures dont Montréal peut bénéficier. Mon gouvernement a jugé, par exemple, que des instruments de développement économique aussi importants pour la ville de Montréal que le port et les aéroports devaient être gérés localement. Nous avons donc pris les mesures nécessaires pour transférer les pouvoirs de décision d'Ottawa aux autorités locales. Je crois que ce transfert de responsabilités que nous avons effectué à l'échelle du Canada, dans le cas des ports et des aéroports, peut être très bénéfique au développement économique de Montréal.

Rien n'est plus important dans une économie moderne qu'une main-d'œuvre compétente et bien formée. Il y a eu consensus par exemple au Québec sur le fait que, considérant le lien étroit avec l'éducation, la compétence sur la formation de la main-d'œuvre devrait relever du gouvernement provincial. Plus tôt cette année, nous avons donc offert au Québec et aux autres gouvernements provinciaux de céder cette activité à ceux qui le désirent. J'espère que M. Pettigrew pourra conclure sous peu une entente avec le Québec à ce sujet, car c'est grâce à des programmes de formation efficaces qu'on pourra préparer le type de main-d'œuvre dont Montréal a besoin pour être compétitive et attirer des industries axées sur le savoir.

Mais promouvoir la création d'emplois et la croissance économique va plus loin que de seulement créer un climat propice à l'investissement privé. À l'ère de la mondialisation, des flux de capitaux instantanés, des communications ultra-rapides et du changement technologique continu, le gouvernement a le devoir d'aider ses citoyens à relever les défis d'une économie moderne. Notre gouvernement a établi un partenariat avec le secteur privé et les provinces qui permet à ce pays de 30 000 000 d'habitants de rivaliser sur la scène internationale au sein d'Équipe Canada.

Je n'ai pas à insister sur les avantages pour Montréal de faire partie d'un pays du Pacifique. Vous les savez déjà. Vous connaissez les succès d'Équipe Canada au cours des deux dernières années. Maintenant et à l'avenir, vous savez que cela signifie des milliers d'emplois ici même, dans cette ville. Je dois dire que je suis très heureux du fait que le premier ministre Bouchard considère sérieusement de participer à la prochaine mission d'Équipe Canada, qui se déroulera en janvier en Corée, aux Philippines et en Thaïlande. Ce serait de bonnes nouvelles pour Montréal.

Le mois prochain, je représenterai le Canada à la conférence de l'APEC qui aura lieu à Manille. J'irai ensuite à Shanghai pour signer le contrat final de la construction de deux réacteurs nucléaires canadiens en Chine. Ce contrat conclu avec Énergie atomique du Canada limitée est le fruit de la mission commerciale d'Équipe Canada en Chine il y a deux ans. Il en résultera de multiples échanges commerciaux et de nombreux emplois un peu partout au Canada. Pour les entreprises québécoises, dont la plupart sont situées à Montréal, cela se traduira par un chiffre d'affaires additionnel d'environ 275 000 000 \$ et par de nombreux emplois, surtout dans le secteur des technologies de pointe. Voilà, en partie, ce qu'est Équipe Canada.

Le gouvernement a également la responsabilité de faire des investissements clés qui favorisent la croissance économique et la création d'emplois. Lorsqu'on regarde les principales forces de l'économie de Montréal, il est remarquable de constater combien le gouvernement fédéral y a joué un rôle déterminant : l'aérospatiale, les biotechnologies, les produits pharmaceutiques, les télécommunications et d'autres technologies nouvelles.

Le gouvernement fédéral a aidé ces industries montréalaises à développer leur compétitivité à l'échelle mondiale grâce à divers programmes, notamment les mesures fiscales d'incitation à la recherche et au développement, et grâce à la Société pour l'expansion des exportations. Et mieux encore, le gouvernement fédéral doit et va aider ces industries à prendre de l'expansion à Montréal à l'avenir. Le gouvernement du Canada est déterminé à préparer ces industries montréalaises à prendre de l'expansion et conquérir les marchés internationaux dans l'économie mondiale du XXI^e siècle.

Laissez-moi vous donner un exemple concret : conformément à l'un des engagements que nous avons pris dans le Livre rouge, nous avons mis sur pied un programme appelé Partenariat technologique Canada. Ce programme vise trois secteurs de croissance : l'aérospatiale et la défense, les technologies nouvelles et les techniques environnementales. Il est aussi doté d'un comité du secteur privé pour conseiller sur les tendances du marché des technologies et ses possibilités. Dans les cas qu'il juge appropriés, le gouvernement fédéral partagera les risques et versera une contribution remboursable destinée à encourager le secteur privé à investir dans la recherche et le développement.

Hier, nous avons annoncé le versement d'une contribution fédérale à la société Bombardier dans le cadre de ce programme. Le gouvernement fédéral contribuera au financement de la conception et de la fabrication d'un avion de transport régional à réaction, d'une capacité de 70 sièges. Nous participons ainsi à la création et au maintien de plusieurs centaines d'emplois à Montréal, sans compter les emplois indirects chez les fournisseurs. De plus, nous aidons Montréal à accroître son rôle essentiel dans le secteur canadien de l'aérospatiale. Et nous faisons en sorte que le Canada conserve et étende sa position de chef de file dans le secteur de l'aérospatiale internationale.

Les entreprises et les travailleurs de tout le Canada profiteront de ce nouveau programme fédéral. Je suis persuadé que, dans un avenir rapproché, de plus en plus d'entreprises de Montréal profiteront du programme Partenariat technologique Canada pour annoncer de nouveaux investissements et créer de nouveaux emplois. Ce que nous faisons comme gouvernement, c'est de cibler nos investissements de manière à aider Montréal à devenir un chef de file des nouvelles technologies de l'avenir.

Il y a seulement quelques semaines, le ministre fédéral de l'Industrie, John Manley, annonçait avec le secteur privé un investissement de 20 000 000 \$ pour l'expansion de l'Institut de recherches en biotechnologie. Vous connaissez l'importance de cet Institut pour Montréal. Vous savez également l'importance du rôle de la PME dans la création d'emplois. Le gouvernement du Canada le sait également. C'est pourquoi nous nous sommes associés à l'initiative du Centre d'entreprise et d'innovation de Montréal (CEIM) qui, en fournissant des services d'encadrement, consacre ses efforts au développement des jeunes entreprises.

Nous savons que Montréal a ce qu'il faut pour réussir, et le gouvernement du Canada fait sa part pour l'aider de plusieurs façons. Je sais également que le maire Bourque ne manque pas non plus d'idées pour soutenir le développement de sa ville, et de notre côté, nous allons faire tout ce que nous pouvons pour l'aider. Je demande également aujourd'hui aux investisseurs potentiels de Montréal, ou d'ailleurs au Québec et dans le reste du Canada, de travailler avec nous pour aider Montréal à se redresser et se préparer au XXI^e siècle.

Je vous ai parlé de ce que le gouvernement fédéral a pu faire pour établir un climat globalement favorable aux investissements; de ce qu'il peut faire avec ses propres programmes et enfin de ce que nous pouvons réaliser en partenaires avec le secteur privé. Mais même cela ne suffit pas. Nous devons travailler avec le gouvernement du Québec, et il doit travailler avec nous. Et même s'il est vrai que nous sommes parfois en désaccord, nous avons également prouvé que nous pouvons travailler ensemble. Le premier ministre Bouchard et moi nous sommes rencontrés et nous avons discuté plusieurs fois de ce que nous pouvons faire ensemble pour l'économie de Montréal.

Au cours des derniers mois, nos deux gouvernements ont établi une collaboration qui, sans aucun doute, a permis et permettra de créer des emplois. Dans le cadre de l'Entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement industriel, nos deux gouvernements ont récemment aidé toute une série d'entreprises à créer des emplois : Bell Hélicoptères, Ericsson et Saturn Solutions, parmi d'autres. La semaine prochaine, le premier ministre Bouchard présidera un sommet économique. C'est très important pour Montréal et pour le reste du Québec que des résultats tangibles en ressortent. Je souhaite aux participants de réussir.

Voilà, je vous ai parlé aujourd'hui de ce que le gouvernement fédéral peut faire pour aider au redressement de l'économie de Montréal. Mais quels que soient la volonté et les efforts consentis par les gouvernements, le secteur privé et les individus, il y a un élément qui continue de miner le climat d'investissement à Montréal. Un élément dont je n'aurais pas voulu parler, mais dont je sais qu'il vous préoccupe tous.

Alors inutile de se cacher la tête dans le sable. Nous savons tous que la menace d'un autre référendum sur la séparation rapidement après la prochaine élection provinciale ne contribue pas actuellement à retenir les investissements à Montréal et ne les attire pas non plus. Tout cela sans compter les tensions que cette situation entretient au sein de notre propre communauté. Nous avons besoin de stabilité dans nos vies personnelles. Nous avons besoin de stabilité dans nos vies professionnelles et dans nos affaires. Personne ne devrait vivre dans une société privilégiée comme la nôtre avec une épée de Damoclès constamment suspendue au-dessus de sa tête. Nous avons besoin que nos gouvernements travaillent ensemble à résoudre les vrais problèmes du vrai monde.

Pensez un peu à ce qui se passerait si, nous nous attaquions ensemble à ce qui préoccupe véritablement la population, en utilisant tout le talent, tout le savoir, toutes les énergies actuellement consacrés dans les deux camps à un éventuel référendum d'ici 3 ou 4 ans. Imaginez un instant toutes ces ressources soudainement libérées et réorientées vers des objectifs communs : créer un plus grand nombre d'emplois, préparer les gens à la révolution informatique, aider nos exportateurs à se faire une place sur les marchés internationaux, gérer plus efficacement notre système de soins de santé, coordonner la recherche médicale,

libérer les générations futures du fardeau de la dette et réduire la pauvreté chez les enfants. Ce n'est pas un rêve impossible et les citoyens sont en droit d'exiger cela de leurs dirigeants.

Avec la direction d'un gouvernement viennent les plus hautes responsabilités. C'est vrai pour moi, et ça l'est également pour le maire Bourque et le premier ministre Bouchard. Je suis prêt à faire ma part, mon gouvernement également, mais nous savons tous que ce n'est pas suffisant. Le redressement de Montréal est une responsabilité que nous avons en commun.

Nous avons le devoir de nous attaquer en priorité aux problèmes d'une ville qui compte 675 000 pauvres, deux fois plus que dans tout le Canada atlantique, et où vit un chômeur canadien sur sept. On ne peut résoudre ces problèmes instantanément, ça prend du temps. Devant une telle situation, notre responsabilité, et notre devoir de dirigeants politiques nous incombe de mettre de côté tout ce qui est profondément diviseur, pour consacrer toutes nos énergies à ce que nous avons le devoir moral de faire ensemble. Nous devons chasser l'incertitude et ramener l'espoir et la confiance. Nous le devons à nos concitoyens.

L'été dernier, à la suite de la terrible catastrophe naturelle qui a frappé surtout la population du Saguenay; des quatre coins du Canada, les gens se sont serré les coudes pour venir à la rescousse. Nous avons vu que quand un membre de la grande famille canadienne est en difficulté, c'est toute la famille qui se sent interpellée et se mobilise pour porter secours.

Nous avons vu que le gouvernement fédéral, le gouvernement du Québec et les autorités municipales peuvent travailler ensemble. C'est ce même puissant esprit de solidarité canadienne que je veux maintenant voir à l'œuvre pour remettre Montréal sur ses pieds et la préparer pour le siècle prochain.

Nous avons le devoir et la responsabilité de saisir cette occasion. Avec tout ce qui joue en notre faveur, nous devons réussir.